



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral n°65-2020-12-03-002
portant mise en demeure à l'encontre de la société BAGNÈRES MATÉRIAUX SARL
exploitant une carrière sur le territoire de la commune de
BAGNÈRES-DE-BIGORRE**

Le Préfet des Hautes-Pyrénées

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Rodrigue FURCY en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 20 janvier 2020 portant nomination de Mme Sibylle SAMOYAUULT en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2020-09-11-001 du 11 septembre 2020 portant délégation de signature à Mme Sibylle SAMOYAUULT, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2016-02-24-003 du 24/02/2016 autorisant la SARL BAGNERES MATÉRIAUX à exploiter une carrière de calcaire et des installations de concassage et de criblage au lieu-dit « La Gailleste » sur la commune de BAGNÈRES-DE-BIGORRE ;

Vu l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23/01/1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 09/11/2020 faisant suite à la visite d'inspection du site en date du 01/07/2020, dont une copie a été transmise à l'exploitant par courrier en date du 09/11/2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite en date du 01/07/2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la SARL BAGNERES MATÉRIAUX ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral

d'autorisation du 24/02/2016 et de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 susvisés applicables à son installation notamment :

- le rapport d'incident transmis suite au déversement de rejets aqueux anormalement chargés en MES n'a pas été établi selon les dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- le document initial de suivi de l'intégration paysagère du site n'est pas établi selon les dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- les dimensions du bassin de décantation jouxtant l'ancien site de la société SBCT n'ont pas été justifiées par l'exploitant conformément aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- les bassins de décantation au démarrage de la piste sommitale et au niveau de l'installation de traitement primaire ne sont pas en place selon les dispositions de l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- la phase n°1 d'extraction est en retard de 3 ans et n'a pas fait l'objet d'une demande de modification selon les dispositions de l'article 24.4.1 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- la limite d'exploitation au niveau de la borne OGE-711.52 n'est pas matérialisée sur le plan d'exploitation selon les dispositions de l'article 24.4.1 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- le rapport de suivi hydrogéologique et géotechnique statuant notamment sur la stabilité du remblaiement de la partie basse de la piste d'accès n'a pas été transmis à la préfecture des Hautes-Pyrénées comme demandé lors de la visite d'inspection du 28/09/2017 ;
- tous les critères concernant la qualité des rejets aqueux ne sont pas analysés selon les dispositions de l'article 33.2.4 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- le contrôle de la qualité des rejets aqueux n'est pas réalisé annuellement selon les dispositions de l'article 33.2.6 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- le document définissant les besoins spécifiques au site dans le cadre de la lutte contre les incendies en accord avec le SDIS n'a pas été établi selon les dispositions de l'article 33.5 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- les mesures des émissions sonores ne sont pas réalisées avec un instrument vérifié et étalonné selon les dispositions de l'article 33.8.4 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- les mesures des émergences sonores ne sont pas conformes aux seuils prescrits selon les dispositions de l'article 33.8.4 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- les travaux de bardage du secondaire n'ont pas été réalisés selon les dispositions de l'article 33.8.5 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;

Considérant que ces 13 faits non conformes constituent des manquements aux dispositions des articles 10, 16, 20, 22, 24.4.1, 33.2.4, 33.2.6, 33.5, 33.8.4 et 33.8.5 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BAGNERES MATÉRIAUX SARL de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé et de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture des Hautes Pyrénées ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société BAGNERES MATÉRIAUX SARL exploitant une carrière sur la commune de BAGNÈRES-de-BIGORRE est mise en demeure, **sous un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de :

- établir et transmettre le rapport d'incident relatif au déversement de rejets aqueux chargés en matières en suspension survenu en avril 2019 en application des dispositions de l'**article 10** de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- justifier que le bassin de décantation jouxtant l'ancien site de la société SBCT est dimensionné pour une pluie décennale d'une durée de 30 minutes en application des dispositions de l'**article 20** de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé, à défaut l'exploitant doit engager des travaux d'agrandissement, **sous un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- matérialiser la limite d'exploitation au niveau de la borne OGE-711.52 sur le plan d'exploitation en application des dispositions de l'**article 24.4.1** de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- justifier le respect de l'ensemble des critères de qualité des rejets aqueux définis selon les dispositions de l'**article 33.2.4** de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- réaliser les contrôles réglementaires des rejets aqueux en sortie de tous les points de rejet pérennes en application des dispositions de l'**article 33.2.6** de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé, une copie des résultats de ces contrôles sera adressé à l'inspection des installations classées.

Article 2 :

La société BAGNERES MATÉRIAUX SARL exploitant une carrière sur la commune de BAGNÈRES-de-BIGORRE est mise en demeure **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de :

- adresser au préfet des Hautes-Pyrénées le document initial de suivi de l'intégration paysagère du site en application des dispositions de l'**article 16** de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- porter à la connaissance de Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées l'actualisation du phasage de l'exploitation en application des dispositions de l'**article 24.4.1** de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- produire le rapport établissant la stabilité des terrains au niveau du remblaiement de la partie basse de la piste d'accès demandé lors de la visite d'inspection du 28/09/2017 en application des dispositions de l'**article 24.4.3** de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- définir en accord avec le SDIS les besoins spécifiques au site dans le cadre de la lutte contre les incendies en application des dispositions de l'**article 33.5** de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- attester que les mesures des émissions sonores sont réalisées selon les dispositions de la norme AFNOR NFS 31-100 complétées par les dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23/01/1997 susvisé en application des dispositions de l'**article 33.8.4** de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé, notamment en justifiant que l'appareillage de mesure utilisé respecte les

dispositions de l'article 2.1 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23/01/1997 susvisé en produisant l'attestation de conformité de l'appareillage avec les dispositions légales en matière de métrologie légale applicables aux sonomètres.

Article 3 :

La société BAGNERES MATÉRIAUX SARL exploitant une carrière sur la commune de BAGNÈRES-de-BIGORRE est mise en demeure, **sous un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de :

- finaliser la mise en place des bassins de décantation au démarrage de la piste sommitale et au niveau de l'installation de traitement primaire en application des dispositions de l'**article 22** de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- respecter les seuils réglementaires des niveaux d'émergence sonore en application des dispositions de l'**article 33.8.4** de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;
- réaliser les travaux de réduction de l'impact sonore de la carrière en application des dispositions de l'**article 33.8.5** de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé, notamment par la réalisation des travaux de bardage phonique sur les installations de traitement secondaire et en poursuivant l'échéancier des travaux prévus établis dans l'étude d'impact de novembre 2014 à l'occasion de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Article 4 : Sanctions administratives

Dans le cas où l'une des obligations mentionnées aux articles 1 à 3 ci-dessus ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Information des tiers

Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Bagnères-de-Bigorre et peut y être consultée ;

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Bagnères-de-Bigorre pendant une durée minimum d'un mois ;

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de la commune et envoyé à la préfecture -pôle environnement, installations classées- ;

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale de quatre mois ;

Article 6 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code susvisé dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Article 7 : Exécution

- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le Chef de l'UID 65/32 de la DREAL Occitanie,
- M. le Maire de Bagnères-de-Bigorre

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée :

Pour notification à :

- M. le Directeur de la société BAGNÈRES MATÉRIAUX SARL,

Pour information à :

- M. le Sous-Préfet de Bagnères-de-Bigorre par intérim,
- M. le Procureur de la République,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Hautes-Pyrénées.

Fait à Tarbes, - 3 DEC. 2020

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,

Sibylle SAMOYAUULT